

NUCLEAIRE : DONNER LA PAROLE AUX CITOYENS ...

Une vaste campagne publicitaire a envahi les médias francophones et néerlandophones, il y a quelque temps : « Vous pouvez être contre l'énergie nucléaire - Vous pouvez être pour l'énergie nucléaire - L'important, c'est que vous fassiez un avis sur la question - Vous êtes contre parce que... - Vous êtes pour parce que... ». Un message ambigu laissant dans l'esprit de celui ou celle qui survole un journal l'impression confuse que les propositions A et B se valent. Un message ambigu pour un annonceur qui ne l'était pas moins : « Forum Nucléaire ».

Le nucléaire en perte de vitesse réagit ...

Il n'a pas fallu longtemps pour découvrir que ce plaidoyer pro-nucléaire émanait de l'asbl « Forum nucléaire belge ». Celle-ci se compose des constructeurs et producteurs nucléaires comme le français Areva, l'américain Westinghouse, Suez, Electrabel, SPE... A côté de ces entreprises privées se retrouvent des organismes publics ou sous tutelle publique comme l'Institut des radioéléments (IRE) de Fleurus, le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (CEN) de Mol et Belgoprocess, une filiale de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF). Synatom, filiale d'Electrabel (GDF Suez), est elle aussi membre du « Forum Nucléaire ». Or, cette société gère depuis 2003 les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires belges et pour la gestion de leurs déchets radioactifs.

Il est inacceptable que l'argent public serve à financer une campagne de propagande, évaluée à deux millions d'euros ! Associations de défense de l'environnement, représentants de syndicats et de partis politiques ont crié à la tromperie. On fait croire au citoyen que le débat est permis et la communication neutre, or, en réalité, l'information vise à défendre les intérêts d'un lobby.

On peut comprendre que le secteur se défende. Il est en perte de vitesse. On construit de moins en moins de réacteurs nucléaires vu leur coût et les difficultés auxquelles se heurte cette construction. Seules la France et la Finlande en installent un chacune actuellement en Europe de l'Ouest. Par contre, il est beaucoup question de fermetures. La Suède, l'Allemagne et la Belgique ont prévu chacune des programmes de sortie du nucléaire. C'est en 2002 que notre pays a adopté une loi prévoyant la fermeture de nos centrales nucléaires : les trois de Tihange et les quatre de Doel, dès qu'elles entreront dans leur quarantième année de service, soit entre 2015 et 2025. Au vu du développement des énergies renouvelables, l'éolien en particulier, Greenpeace estime que trois de nos vieux réacteurs pourraient déjà fermer l'an prochain.

Le lobby nucléaire craint ce scénario. Il faut dire que des sommes considérables sont en jeu. Les infrastructures sont déjà amorties par les surcoûts qui nous ont été imposés durant des années et elles continuent à générer des profits pour l'industrie nucléaire. « En Belgique, rappelle Greenpeace, nous payons depuis longtemps la facture énergétique la plus élevée de tous les pays OCDE alors que 60 % de notre énergie provient de l'énergie nucléaire soi-disant bon marché. Saviez-vous qu'Electrabel a fait payer par nos entreprises un milliard d'euros pour des droits d'émissions alors qu'elle n'avait pas

déboursé un centime pour ces droits de polluer ? » (1) Si les bénéficiaires vont à l'industrie nucléaire, les risques et la gestion des déchets qui resteront radioactifs pendant des centaines de milliers d'années demeurent à charge de la collectivité. Un partage bien peu équitable !

Peut-on se passer du nucléaire ?

On l'ignore souvent mais plusieurs pays n'ont pas de centrales nucléaires et leurs habitants ne vivent pas pour autant moins confortablement que nous. L'Italie, le Portugal, l'Autriche, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, la Grèce et la Pologne en font partie. Fait étonnant : leur taux d'émission de CO² par habitant est plus faible que le nôtre ! On nous a pourtant présenté l'énergie nucléaire comme la solution au problème du climat.

Le WWF ne partage pas cet avis. Cette énergie n'est pas durable et n'est donc pas une solution contre le changement climatique. En cause des coûts énergétiques cachés importants. Ceux-ci résultent de l'exploitation, du raffinage, de l'enrichissement de l'uranium 235, de la construction, du fonctionnement, du démantèlement des centrales, du stockage des déchets, etc. L'énergie nécessaire pour mener à bien ces opérations est en grande partie obtenue à partir de sources d'énergie fossiles. « Selon une étude de l'Université de Groningen, explique Jean-François Fauconnier, responsable de la campagne « Climat/Energie » de Greenpeace Belgique, si les émissions de l'ensemble de la filière sont prises en compte, une centrale nucléaire, fonctionnant à l'uranium 235 émet environ un tiers du CO² produit par une centrale au gaz moderne. Il ne faut pas non plus perdre de vue que, lors de la production d'électricité nucléaire, une grande partie - environ deux tiers - de l'énergie primaire est perdue sous forme de chaleur. Il est donc également judicieux de comparer les émissions d'une centrale nucléaire avec celle d'une centrale au gaz avec récupération de chaleur (cogénération). » (2)

Pour les défenseurs de l'environnement, cela suffit pour affirmer qu'il faut abandonner l'énergie nucléaire et miser sur le développement de celles qui sont renouvelables. Le rapport « Climate solutions : WWF's visions for 2050 » montre que 70 % des besoins énergétiques mondiaux pourront en 2050 être comblés par des énergies renouvelables. Il faudra aussi pour répondre à la demande renforcer les mesures d'efficacité énergétique (3).

D'autres facteurs viennent renforcer cette vision des choses. L'énergie nucléaire laisse derrière elle des déchets dont on ne sait que faire : 120 tonnes de déchets hautement radioactifs sont produits chaque année en Belgique. Au rayon danger, on ne peut pas passer sous silence les risques d'accident. Si Electrabel avait été contraint de nous assurer contre les accidents nucléaires, il y a longtemps qu'il aurait abandonné cette énergie, remarque Greenpeace (4). Aucune compagnie d'assurances n'accepte d'ailleurs de couvrir les risques liés à un accident.

L'uranium 235 sur lequel la filière nucléaire est basée est une ressource épuisable qui de fait est en train de se raréfier. Les estimations portent sur 60 ans. Dans les pays où il est extrait, le Kazakhstan, le Niger et la Namibie, les mineurs travaillent dans des conditions difficiles mettant en danger leur santé.

L'énergie nucléaire coûte cher et produit à peine 2,3 % de l'énergie mondiale.

Pourquoi dès lors continuer à tabler sur elle alors que tous les ans, on fabrique des éoliennes qui produisent autant d'électricité que deux grandes centrales nucléaires ? L'éolien est aujourd'hui moins cher que le nucléaire, il sera plus compétitif d'ici 2012 que les centrales au charbon et au gaz. L'hydraulique, l'énergie solaire, la cogénération et la biomasse sont autant de technologies prometteuses. Les centrales hydrauliques fournissent déjà plus d'électricité que les réacteurs nucléaires. Pour se développer, elles ont besoin de soutien, or depuis plus de 50 ans, c'est le nucléaire qui continue à recevoir la plus grosse part des subsides.

Nos dirigeants politiques ont la responsabilité de définir une politique énergétique à long terme qui tienne compte des défis qui s'imposent à nous aujourd'hui : réchauffement climatique, risques terroristes, pauvreté grandissante, épuisement des ressources, disparition des espèces... et qui assure à tous un environnement sain et sûr. Pourquoi ne pas y associer les citoyens à travers l'organisation de forums où experts et organisations débattraient des avantages et des inconvénients des différentes options possibles dans un climat constructif ? C'est ce type d'échanges qui fait avancer la réflexion et progresser la démocratie. Les citoyens l'ont bien compris puisque, d'eux-mêmes, ils ont immédiatement réagi suite à la campagne du « Forum Nucléaire », en créant en ligne un « vrai forum » qui donne la parole à chacun et permet le partage d'idées et l'échange d'informations (5).

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

- (1) Greenpeace Belgique, Electrichef, le 12 février 2009.
- (2) Jean-François Fauconnier, Nucléaire : fausse solution, vrai problème, Etopia, 2007
- (3) www.wwf.be
- (4) www.greenpeace.org/belgium/fr/news/nucleairforum
- (5) www.vraiforumnucleaire.be

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

